

L'expérience vécue de la microfinance

Appropriations, tensions et recomposition des rapports sociaux ¹

Isabelle GUERIN

Isabelle Guérin est chercheure à l'UMR 201 Développement et Sociétés (Paris I / IRD) et affiliée à l'Institut Français de Pondichéry et au Centre Européen de la Recherche en Microfinance. Elle est spécialisée sur l'économie politique des questions d'exclusion bancaire et financière, en accordant une attention particulière aux inégalités de genre. Elle a publié récemment India's unfree workorce. Old and new practices of labour (2009, Oxford University Press, ouvrage co-édité avec Jan Breman et Aseem Prakash), Femmes et microfinance. Espoirs et désillusions de l'expérience indienne (2009, Editions de l'AUF, ouvrage co-écrit avec Jane Palier et Benoit Prévost), Femmes, économie et développement. Entre résistance et justice sociale (2011, ouvrage co-édité avec Madeleine Hersent et Laurent Fraise, Editions Eres/IRD). Elle publie également dans des revues d'études du développement (par exemple Development and Change, World Development, Journal of Development Studies, Tiers-Monde, Autrepart, Mondes en Développement).

« On est en train de couler, on veut nous apprendre à nager ».
« Si vous voulez nous aider, faites travailler nos maris ».

C'est ainsi que Shakeela et Parvathi, clientes ² microfinance depuis environ dix ans, résumant le décalage entre les objectifs annoncés des promoteurs de la microfinance – promouvoir l'autonomie féminine – et les contraintes de dépendance matérielle et identitaire qu'elles vivent au quotidien. Pourtant, l'une comme l'autre sont clientes fidèles, mais chacune à leur manière. Elles se sont approprié les services comme elles l'entendent, multiplient les strata-

1. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet RUME (*Rural microfinance and employment. Do processes matter?*), financé par l'Agence nationale de la recherche (www.rumel-microfinance.org). Le travail de terrain a été réalisé en collaboration avec Santhosh Kumar (notamment la traduction), que nous remercions ici très sincèrement. Nous remercions également les deux relecteurs anonymes pour leurs commentaires précis et constructifs.
2. Le terme "client", plus que "bénéficiaire", est de plus en plus employé, traduisant une orientation de plus en plus commerciale de la microfinance. Voir Fouillet C. et Pairault Th. « Microfinance : une "discipline" diversement accueillie en Chine et en Inde », *Économie et Institutions*, 8(1), 2010, pp. 123-146.

gèmes, astuces et mises en scène, tant à l'égard des ONG de microfinance que de leur entourage. Et elles parviennent ainsi à en tirer des « bénéfiques », disent-elles, même s'ils correspondent peu aux objectifs officiellement annoncés. En s'appuyant sur le suivi d'une quinzaine de femmes dans la durée, cet article s'attache tout d'abord à souligner les conflits de valeurs entre des normes de développement standardisées et des réalités socioéconomiques et politiques singulières. Il vise également à étudier les pratiques de contournement qui en résultent, et leurs conséquences en termes d'évolution et de recomposition des rapports sociaux. Loin de se comporter comme des victimes passives, certaines femmes parviennent à se saisir de ces normes, à les manipuler et à se les approprier et se créent ainsi des espaces de micro-libertés. Ce processus d'appropriation est toutefois réservé à une minorité, celles qui ont les ressources et le soutien nécessaire pour gérer ces conflits de valeurs. Le processus d'acquisition de ces micro-libertés est également chaotique et très conflictuel. Ainsi, cette analyse met en lumière les contradictions des politiques de genre en matière de microfinance. Elle est également riche d'enseignements concernant la manière dont le pouvoir « d'en bas » peut s'exercer dans un système qui reste très oppressif.

La microfinance fait partie des politiques dites de « genre » actuellement les plus en vogue. En matière d'aide au développement, l'idée de services financiers à destination de populations marginalisées est une idée ancienne. C'est dans les années quatre-vingt que la microfinance se « féminise » et acquiert ses lettres de noblesse, féminisation qui a probablement joué un rôle central dans sa banalisation et son succès médiatique. Lorsque la Campagne du sommet du microcrédit se met en place en 1997³ pour médiatiser l'outil, attirer les investisseurs et diffuser les « bonnes pratiques », les « femmes » et les « pauvres » sont considérés comme une cible prioritaire⁴. Lors de la nobélisation de Muhammad Yunus et de la *Grameen Bank* en 2006 (prix Nobel de la paix), la question de « l'empowerment⁵ des femmes » par le microcrédit est un argument majeur, très largement souligné par le jury⁶. Or, à l'instar de nombreuses politiques du même nom, la plupart des organisations de microfinance qui invoquent le « genre » se contentent simplement de cibler les femmes⁷. Ce ciblage est présenté comme une stratégie gagnant-gagnant : il

3. Elle a été initiée par l'ONG Results et rapidement soutenue par diverses institutions internationales.
4. Voir par exemple Daley-Harris S., *State of the Microcredit Summit Campaign. Report 2007*, Washington DC, Microcredit Summit Campaign, 2007. Voir <http://microcreditsummit.org/pubs/reports/socr/EngSOCR2007.pdf>
5. Le terme est difficilement traduisible en langue française. De manière large, l'*empowerment* peut se définir comme la capacité de pouvoir agir, de penser et de faire des choix. On distingue ensuite l'*empowerment* économique qui désigne l'accès et la maîtrise de biens et d'activités de nature économique, pouvoir exercer une activité rémunérée et en contrôler les bénéfices, pouvoir disposer de biens matériels et en contrôler l'usage, etc.). L'*empowerment* social désigne l'accès à l'estime de soi, à la prise d'initiative, à la reconnaissance, etc. L'*empowerment* politique désigne la participation à des activités collectives, à la vie publique, etc.
6. *Norwegian Nobel Committee: The Nobel Peace Prize 2006*, Press Release, Oslo, 13 octobre 2006. Voir http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2006/press.html.

aurait l'immense vertu de concilier équité et efficacité⁸. Question équité, la microfinance entend lutter contre les discriminations sexuées sur le marché du crédit, permettre aux femmes de créer ou renforcer des activités génératrices de revenus et par effet d'entraînement améliorer leur pouvoir de négociation au sein des ménages puis de la communauté. L'approche collective, exigeant des femmes qu'elles se constituent en groupes et se portent mutuellement caution, ambitionne de renforcer leurs capacités communes et ainsi leur pouvoir de revendication. Question efficacité, le ciblage féminin vise à optimiser les remboursements et les effets en matière de bien-être familial, les femmes étant réputées plus disciplinées, plus dociles et plus enclines à redistribuer leurs bénéfices à l'ensemble de la famille⁹. L'approche collective a aussi une fonction purement instrumentale : la délégation de responsabilités diverses aux groupes d'emprunteurs permet aux organisations de microfinance de diminuer sensiblement leurs coûts. L'examen des réalités de terrain montre que l'argument « équité » est au mieux un vœu pieux, au pire un affichage purement opportuniste et une technique de séduction des bailleurs de fonds. Concernant l'auto-emploi, les femmes se heurtent à de nombreuses barrières qui vont bien au-delà de l'accès au crédit. Quant aux discriminations en matière de services financiers, si les femmes représentent bel et bien une part significative de la clientèle, elles doivent se contenter de montants nettement plus faibles et souvent de prêts collectifs¹⁰. Et lorsque les pratiques de recouvrement des prêts dérivent vers l'agressivité et la coercition, elles sont en première ligne¹¹.

On pourrait se contenter de dénoncer le côté hégémonique et pernicieux de la microfinance, considérer qu'il s'agit de rhétorique pure et déconstruire les discours auxquels elle donne lieu, les clichés et les stéréotypes dont elle se nourrit pour justifier sa propre légitimité ainsi que ses modalités d'intervention. Certes, la microfinance s'est construite sur une naturalisation et une essentialisation de la féminité qui frôlent la caricature (« les femmes sont plus solidaires », « les femmes remboursent mieux », « les femmes sont plus disciplinées », etc.), tout en reproduisant cette naturalisation : bien souvent, les

7. Guérin I., Palier J., Prévost B., *Femmes et microfinance. Espoirs et désillusions de l'expérience indienne*, Paris, AUF Éditions, 2009.
8. Voir Mayoux L., "Questioning Virtuous Spirals: Microfinance and Women's Empowerment in Africa", *Journal of International Development*, vol. 11, n° 7, 1999, pp. 957-984 ; voir également le rapport de la Banque mondiale sur les politiques de développement : *Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access*, Washington DC, Banque mondiale, 2007, p. 123.
9. Pour des illustrations de ce type d'argumentaire, on peut se référer aux documents de la Campagne du sommet du microcrédit ou au rapport de la Banque mondiale sur l'inclusion financière (Banque mondiale, *ibid.*).
10. Voir Cull R., Demirgüç-Kunt A., Morduch J., "Microfinance meets the Market", *Policy Research Working Paper* n° 4630, Washington DC, Banque mondiale, 2008 ; D'Espallier B., Guérin I., Mersland R., "Women and Repayment. A Global Analysis", *World Development*, vol. 34, n° 1, 2011, pp. 758-772 ; Agier I., Szafarz A., "Microfinance and Gender: Is There a Glass Ceiling in Loan Size?", *Working Papers CEB 10-047*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2010.
11. D'Espallier B. et al., 2011, *op. cit.* ; Rahman A., "Micro-Credit Initiatives for Equitable and Sustainable Development: Who Pays? ", *World Development*, vol. 27, n° 1, 1999, pp. 67-82.

montants des microcrédits sont tout juste suffisants pour gérer la trésorerie familiale. En cela, la microfinance participe activement à la reproduction et au renforcement de l'idéologie patriarcale¹². Certes, la microfinance puise sa légitimité dans une croyance aveugle aux forces du « marché », qu'il s'agisse de la capacité des pauvres (et en particulier des femmes) à s'en sortir par eux-mêmes ou de la possibilité d'interventions uniquement privées, sans soutien étatique. De ce point de vue, elle est un puissant véhicule de l'idéologie néolibérale¹³. Certes, ces normes sont édictées par un nombre très restreint d'organisations, de fondations et de réseaux institués, très proches de la Banque mondiale et de la coopération américaine¹⁴. Il est bien sûr très utile de déconstruire les discours de la microfinance et d'analyser leur rôle performatif, en particulier la manière dont un mouvement au départ alternatif et réformateur s'est progressivement transformé en outil standardisé et purement commercial, et finalement aveugle aux inégalités de genre. Il n'en reste pas moins que la microfinance ne peut se réduire à une entreprise monolithique. Bien au-delà des normes standardisées et hégémoniques édictées « d'en haut » qui fondent la mission officielle d'un grand nombre d'organisations, le processus de la microfinance fait intervenir une multiplicité d'acteurs et d'actrices qui se réapproprient ces normes, les traduisent, les manipulent, les contournent, les adaptent. Les projets de microfinance sont des construits sociaux, politiques, culturels¹⁵. Ils ont une « vie sociale » dont il faut tenir compte si l'on prétend étudier ce qui se joue dans les programmes de développement.

Notre hypothèse, issue de plusieurs années de terrain dans le sud de l'Inde, consiste à dire que dans le contexte et pour les organisations étudiées ici¹⁶, les effets de la microfinance sont avant tout de nature politique, y compris au niveau micro-local : la microfinance a pour principal résultat de contribuer à l'émergence ou au renforcement de *leadership* local, y compris chez les femmes et y compris dans les catégories les plus marginalisées comme les *Dalits* (ex-intouchables)¹⁷. Or, ce qui distingue ces femmes, c'est leur remarquable capacité à s'approprier les programmes de microfinance et à gérer les contradictions entre les idéaux qu'ils véhiculent et les normes locales¹⁸. Certaines – une très faible minorité – ont réussi à créer une entreprise pérenne tandis que les autres jouent un rôle d'intermédiaire dans l'accès à diverses res-

12. Voir Falquet J., *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2008.

13. Voir Fernando J. (ed.), *Microfinance. Perils and Prospects*, Londres et New York, Routledge, 2006 ; Servet J.-M., *Banquiers aux pieds nus*, Paris, Odile Jacob, 2006.

14. Voir Servet J.-M., *ibid.* ; Bédécarrats F., « Évaluer la microfinance, entre utilité sociale et performances financières », *Revue française de socio-économie*, n° 6, 2010, pp. 87-107.

15. Voir Long N., *Development Sociology: Actor Perspectives*, Londres et New York, Routledge, 2001.

16. Nos résultats sont difficilement généralisables compte tenu de l'extraordinaire diversité des types de microfinance et des contextes dans lesquels elle est mise en œuvre. Les organisations étudiées ici utilisent le modèle des *self-help groups*, qui consiste à s'appuyer sur des groupes de 15 à 20 personnes chargées de gérer collectivement les fonds.

17. Guérin I., « Les effets insoupçonnés de la microfinance », *Travail, genre et sociétés*, n° 25, avril 2011, pp. 61-78.

sources. Cette monopolisation des ressources par une minorité est donc inéluctable. Elle pose évidemment question quant aux effets redistributifs de ces programmes. Mais il est également très utile de décrypter les trajectoires de ces femmes, leur vécu, leurs satisfactions et leurs fiertés, ainsi que leurs doutes, leurs anxiétés et souvent leurs souffrances.

D'un point de vue méthodologique, étudier la « vie sociale » de la microfinance suppose des analyses de terrain très détaillées, mêlant discussions auprès d'une multiplicité d'acteurs et d'actrices et observation. L'enquête a ici pour objet d'étudier la vie quotidienne d'un projet et les processus à travers lesquels les pratiques sociales sont partagées, contestées, négociées, contournées ou encore rejetées par les différentes parties prenantes. Elle s'intéresse en particulier aux pratiques de mises en scène, aux conflits, aux négociations, aux discordances et aux malentendus¹⁹. Ce texte s'appuie sur plusieurs années de recherche dans des villages du nord et de l'est du Tamil Nadu, avec une équipe de collègues français et indiens. La collecte des données a été réalisée lors d'un séjour de deux ans sur place, puis à l'occasion de séjours réguliers et grâce à une collaboration étroite avec des collègues locaux. Plusieurs enquêtes auprès des familles, certaines avec un suivi longitudinal, ont permis d'apprécier les effets économiques du microcrédit résumés ci-dessus et publiés par ailleurs²⁰. Mais c'est surtout une présence dans la durée sur le terrain, nourrie d'observation et de discussions informelles, qui a permis une analyse fine des trajectoires de ces femmes. L'analyse proposée ici s'inspire d'observations menées dans les districts de Tiruvallur et Vellore auprès de femmes issues de catégories marginalisées : *Paraiyars* (ex intouchables) et *Vanniars* (reconnus comme appartenant au système de caste mais néanmoins en bas de la hiérarchie)²¹. Au fil des ans, des contacts privilégiés ont été établis avec plusieurs types d'acteurs : responsables d'ONG, représentant(e)s de partis politiques, élu(e)s, chefs de village, banquier(e)s, et enfin villageois, hommes et femmes, de castes

18. Pour une analyse ethnographique de la manière dont les groupes de microfinance de femmes au Tamil Nadu s'approprient le concept de « solidarité » voir Jauzelon C., « Microfinance et pratiques sociales des femmes paraiyars en Inde du sud : solidarité « organisée » ou solidarité « héritée » ? », *Revue Tiers Monde*, 2(190), 2007, pp. 275-289.

19. Long N., *op. cit.*

20. Pour le suivi longitudinal, 400 familles ont été enquêtées à trois reprises (2004, 2006, 2009). Voir Guérin I., Roesch M., Kumar S., Venkatasubramanian G., Sangare M., « Crise, microfinance et surendettement. Une étude de cas en Inde du Sud », in Phélinas P. et Sélim M. (eds), *La Crise vue d'ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 241-269.

21. L'emprise de l'appartenance de caste reste fondamentale, tant sur le plan économique (avec une forte fragmentation des marchés du travail selon les castes), social (endogamie, construction des identités et des hiérarchies) que politique. Les classifications théoriques divisant la société indienne en cinq principaux groupes rendent très mal compte de la complexité de la réalité et de l'extraordinaire diversité régionale. En pratique il existe des milliers de groupes que l'on nomme *jati*. Dans les villages étudiés ici, et même si la structuration locale varie d'un village à l'autre, les principales *jati* sont les *Paraiyars*, qui appartiennent à la catégorie des *Dalits* (« opprimés », ex intouchables, hors caste), puis les *Vanniars*, groupe légèrement supérieur que l'on peut qualifier de « basse caste ». On trouve ensuite les *Mudaliars*, *Chettiars*, *Yadavars*, *Agamudayars*, *Asaris* et *Padithars*, que l'on peut qualifier de « moyennes castes ». En haut de la hiérarchie, on trouve enfin les *Reddiars* et les *Naidus*.

et de classes diverses. La participation à des événements collectifs ou publics (meetings internes d'ONG, formations dispensées aux bénéficiaires du microcrédit, festivals religieux, événements publics organisés à l'occasion de la Journée de la femme, de la lutte contre la guerre en Irak, de la visite d'un député, etc.) a été un moyen privilégié de saisir les jeux de pouvoir et de contre-pouvoir et les processus de légitimation des différents acteurs. Et c'est le suivi dans la durée de ces femmes qui nous a permis d'observer leur ascension politique, sociale et économique.

Qui profite du microcrédit ?

Dans le cadre des enquêtes conduites ici, la participation aux programmes de microfinance ne génère rien de tangible pour la majorité des clientes. Les femmes bénéficient simplement d'un flux de liquidité supplémentaire – elles jonglent déjà avec diverses sources d'endettement – ce qui au mieux facilite légèrement leur gestion du budget familial, au pire favorise leur surendettement et accroît leur vulnérabilité²². Quelques-unes en revanche ont remarquablement réussi à s'en approprier les effets. Ces femmes se sont enrichies d'un point de vue matériel, y compris individuellement : elles arborent régulièrement de nouveaux saris et de nouveaux bijoux ; certaines ont agrandi leur maison et envoient leurs enfants dans des écoles privées. Elles ont considérablement étendu leur horizon de mobilité : souvent cantonnées jusque-là au bourg voisin, elles se déplacent désormais régulièrement à la capitale du district ou de l'État (Chennai). Elles ont élargi leurs réseaux sociaux et n'hésitent pas à s'exprimer en public, à négocier et parlementer, tant avec leur entourage féminin qu'avec les fonctionnaires ruraux, les prêteurs privés, des responsables d'ONG ou encore des travailleurs sociaux. Elles sont reconnues et citées en exemple par le voisinage. Elles sont fréquemment conviées à des cérémonies, ce qui illustre le respect et le statut dont elles bénéficient. Elles sont sollicitées en permanence par les partis politiques, ce qui est en soi source de reconnaissance. Certaines sont mêmes invitées d'honneur lors de festivals religieux du quartier, chose plutôt inédite.

Les femmes ont leurs propres mots pour décrire ce qu'elles vivent et ce qu'elles ont atteint. Elles parlent de capacité à résoudre des problèmes : un enfant malade qu'il faut hospitaliser, une dispute familiale, une cérémonie à financer en urgence, etc. Les expressions « tenir debout »²³ et « tenir sur ses propres jambes » sont souvent utilisées pour rendre compte de cette capacité à

22. Voir Guérin I. et al., 2010, *op. cit.* Voir également Guérin I., Roesch M., Venkatasubramanian R. et Héliers O., « Microfinance, endettement et surendettement », *Revue Tiers Monde*, n° 197, janvier-mars 2009, pp. 131-146 ; Sunil R., « Microfinance, informal finance and empowerment of the poor », in Guérin I. et Palier J. (eds.), *Microfinance Challenges: Empowerment or Disempowerment of the Poor*, Pondichéry, Institut français de Pondichéry (IFP), 2005, pp. 173-182.

23. Sauf contre indication, les citations en italique et entre guillemets sont traduites du tamoul avec l'aide de Santosh Kumar.

gérer les affaires familiales de manière autonome. Penser par soi-même est également mis en avant. Elles considèrent qu'elles dépendent moins de leur mère, belle-mère, époux ou quiconque au sein de l'entourage dans la prise de décisions. Elles ont réussi à imposer leur point de vue sur l'éducation de leurs enfants et en particulier de leurs filles, sur l'organisation des mariages, sur la rénovation de la maison. Certaines insistent sur le fait qu'elles peuvent faire preuve de courage et « agir différemment », faisant ainsi référence au poids et à l'inertie des normes sociales qui sont supposées dicter leurs comportements. Sont également mentionnés l'acquisition de capacités relationnelles : négociier (les femmes utilisent le terme anglophone « *adjustment technique* ») ou encore faire preuve de fermeté (ici c'est l'expression anglophone « *rough and tough* » qui est employée). Toutes ces acquis sont très fragiles, considérablement relatifs (nous aurons l'occasion plus loin d'en décrire toutes les limites), mais ils existent.

Ces femmes sont les « courtières » décrites par l'anthropologie sociale du développement ²⁴. Largement étudiée par les politologues et les anthropologues pour analyser l'évolution politique et démocratique des sociétés, la notion de courtage a été utilisée plus récemment pour analyser la mise en œuvre de l'aide au développement dans les pays du Sud, les « courtiers en développement » étant présentés comme des figures locales désormais incontournables. Face à des projets impliquant une diversité d'acteurs, de systèmes de représentations et de valeurs, les courtiers jouent un rôle essentiel de traduction, de médiation ou encore d'interface. L'analyse de ces courtiers a incontestablement apporté un éclairage nouveau sur la réalité du développement. En revanche, peu d'attention a été portée à l'appartenance de sexe des courtiers, alors que de toute évidence, elle n'est pas neutre.

C'est, entre autres, l'existence de mondes séparés et cloisonnés qui donne naissance à la présence d'intermédiaires et de courtiers, dont la fonction consiste à relier, traduire, accommoder les différentes parties. Plus l'intervention extérieure véhicule des valeurs opposées ou peu conformes aux réalités locales, plus la présence d'intermédiaires se révèle incontournable. Ici, en l'occurrence, et même si le sud de l'Inde est réputé plus progressiste que le reste du pays ²⁵, l'infériorité des femmes, leur dévotion à la vie familiale et le contrôle de leur force de travail, de leur temps et de leur corps restent des normes incontestées ²⁶. Or, l'horizon normatif proposé par la microfinance,

24. Voir Bierschenk T., Chauveau J.-P., Olivier de Sardan J.-P., (eds.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, APAD/Karthala, 2000 ; Lewis D. et Mosse D. (eds.), *Development Brokers and Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield CT, Kumarian Press, 2006. Notons qu'il conviendrait de resituer l'analyse des courtières dans une perspective historique et examiner les continuités et les ruptures avec les figures féminines du colonialisme et de l'action politique en Inde.

25. Voir Agarwal B., *A Field on One's Own. Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Uberoi P., *Freedom and Destiny. Gender, Family and Popular Culture in India*, New Delhi, Oxford University Press, 2006.

qu'il s'agisse de la création d'activités génératrices de revenu ou de l'implication dans des activités diverses d'intérêt collectif et général, bouleverse les codes. Seules quelques femmes ont la force, l'énergie et le soutien nécessaires pour supporter et gérer ce conflit de valeurs. Le personnel des ONG l'a d'ailleurs parfaitement compris. Leurs travailleurs sociaux concentrent l'essentiel de leurs efforts sur ces femmes *leaders*. Ce sont elles qui servent de « vitrines » en cas de visite de bailleurs. C'est un choix très pragmatique, comme l'expliquent les deux travailleurs sociaux ci-dessous, et en toute bonne foi, avec l'idée que ces femmes « fortes » dissémineront leurs acquis auprès de leur entourage. Les arguments varient, et on retrouve ici les débats habituels sur les mécanismes de l'oppression féminine : certain(e)s dénoncent l'immobilisme des femmes tandis que d'autres sont bien conscient(e)s de l'impossibilité matérielle et sociale du changement. Être homme ou femme ne semble pas garantir une meilleure lucidité.

« On n'arrive pas à les intéresser. Elles sont réfractaires au changement. Une seule chose les intéresse : les séries télé. Comment voulez-vous faire du développement ? Alors oui, on se retrouve avec quelques femmes, toujours les mêmes, ce sont elles qui profitent. Mais que faire ? Les autres s'en fichent. » (Senthamarai, 42 ans, travailleuse sociale, mariée, sans enfants, *Paraiyar*, notre traduction)

« C'est utopique de vouloir s'adresser à toutes les femmes. La plupart n'ont le droit de rien faire. Et ce n'est pas notre rôle d'intervenir dans les affaires privées. Certaines ONG le font, cela créé beaucoup de problèmes avec les maris et la famille. On ne peut rien forcer. Alors on choisit les femmes fortes, celles qui peuvent se déplacer, qui sont courageuses, qui viennent à nos réunions sans avoir de problèmes [...] Après, elles transmettent à leurs sœurs » (Perumal, 37 ans, travailleur social, marié, deux enfants, *Paraiyar*, notre traduction)

Nombreuses sont les femmes à exprimer leur scepticisme, parfois leur désarroi ou même leur exaspération à l'égard de ces projets qu'elles considéraient utopiques :

« Déjà, la famille attend que je fasse la moindre erreur pour me critiquer, que va-t-il se passer si je vais dehors ?
Je suis déjà enfermée dans la maison et je ne peux voir personne : pensez-vous qu'il [mon mari] me laissera aller dehors ? »

26. Le contrôle des femmes est un indicateur de statut social et il est bien moindre dans les catégories sociales inférieures, étudiées ici. Il reste néanmoins très prégnant. Notons également de très fortes variations régionales, y compris au sein du Tamil Nadu. Dans certaines régions de l'État les femmes de *jati* similaire sont beaucoup plus libres que dans les villages étudiés ici. Notons que l'appartenance de caste influence fortement le vécu et l'appropriation de la microfinance. Faute de place, cette analyse n'a pu être menée ici.

« On m'accuse déjà tout le temps de parler de mes problèmes avec les voisins, la famille me laissera jamais aller dehors pour éviter les rumeurs. »

« Je suis éduquée, est-ce que je suis "empowered" ? Je travaille, est-ce que je suis "empowered" ? Est-ce que j'ai le droit de prendre des décisions ? Est-ce que je serai encore considérée comme une femme bonne ? »

(Extraits d'une discussion de groupe, Mars 2008, notre traduction)

Et pour celles qui sont parvenues à tirer des bénéfices tangibles du micro-crédit – les femmes « fortes » mentionnées par le travailleur social – ce n'est pas sans en payer un certain prix.

Les paradoxes de l'émancipation : la chèvre peut-elle sortir du pré ?

L'entourage familial de ces femmes, qu'il s'agisse de l'époux, de la belle-famille et parfois même des enfants, est généralement très circonspect à l'égard de l'émancipation, même très relative, de ces femmes *leaders*. Qu'elles aient moins de temps à dédier à la vie familiale est un premier sujet de discorde. « Être faite pour la vie de famille », expression couramment utilisée à propos des devoirs féminins, c'est en premier lieu une question de disponibilité. Les femmes sont supposées être au service des enfants, des personnes âgées, des époux lorsqu'ils rentrent d'une journée de travail, de la famille élargie lors des rituels sociaux et religieux ou de visites, y compris imprromptues. L'autre thème de dispute, souvent plus implicite mais tout aussi fondamental, porte sur la transgression des normes. Qu'une femme soit mobile, relativement libre de ses déplacements, plus autonome financièrement, autorisée à s'exprimer... bouscule les normes de féminité. C'est une atteinte à l'idéal de modestie, de discrétion et de dépendance auquel les femmes doivent se conformer, tout autant qu'à l'idéal de contrôle et de domination incarné par les hommes, dont rend très bien compte l'expression « *Thali oru Veli* ». Le *thali*, ornement symbolique du statut de femme mariée, est aussi une frontière (*oru*) avec le « monde extérieur » (*veli*) : il définit leur espace d'action et de réflexion (penser et agir pour le bien de la famille) tout en jouant un rôle de protection. Celles qui ne respectent pas cette règle de base sont considérées comme des « chèvres qui sont sorties du pré » (*Veli thandiya velladu*), expression qui fait implicitement référence à tous les dangers qui les attendent, et donc au rôle protecteur de cette frontière symbolique.

Les micro-espaces de liberté que les femmes parviennent à se ménager suscitent donc de nombreuses réticences, dont les deux exemples ci-dessous sont une illustration.

Après six ans de lutte et d'acharnement, Amudha est à la tête d'un centre internet et de bureautique qui emploie cinq personnes. Ses revenus sont régu-

liers et confortables (environ 10 000 roupies (INR) par mois ²⁷). Elle jouit d'une reconnaissance sociale évidente, tant auprès du voisinage, de sa parenté que de personnalités locales. En revanche, ses relations avec sa famille proche, son époux et ses propres parents restent un combat permanent. « À la maison je suis toujours à la même place », dit-elle, tout en étant très lucide sur les raisons de cet immobilisme : « Je suis hors de leur contrôle, et ils ne le supportent pas ». En effet ses journées de travail sont longues, elle rentre souvent après 19 h, elle est en contact permanent avec des hommes qui ne font pas partie de la famille. Sa réussite économique est à la fois suspecte – une femme qui a du succès en affaires est immédiatement accusée de relations extraconjugales. Et même si sa réussite financière profite à l'ensemble de la famille, elle met en exergue l'échec professionnel de son époux. Tisseur de profession, il travaille de manière très occasionnelle et contribue très peu aux dépenses familiales. Elle subit donc des critiques et des humiliations permanentes, alors que c'est elle qui fait vivre la famille. Se révolter contre son époux n'est pas pensable et elle est parfaitement consciente des risques encourus. Cela reviendrait à jeter l'opprobre sur la famille entière, tant la lignée de son époux que la sienne (conformément à une norme encore très en vigueur au Tamil Nadu, elle a épousé son cousin germain). Ses parents l'accusent d'être égoïste, essaient de la convaincre que, sans son époux, « elle n'a aucune valeur », qu'elle doit penser à l'avenir puisque seul son époux prendra soin d'elle lors de ses vieux jours. Se révolter menacerait l'avenir de ses filles (qui épouserait une femme qui risque de se révolter contre son époux comme l'a fait sa mère ?). Lors d'un entretien en 2008, elle était désespérée et envisageait deux options : continuer à subir les humiliations de son époux ou se suicider (Amudha, 34 ans, chef d'entreprise, épouse d'un tisseur, deux enfants, *Vanniar*).

Saraswathi a aussi connu une ascension économique, sociale et politique au cours des six dernières années. Non pas en créant une entreprise, mais en assurant des responsabilités au sein de son groupe d'emprunteuses et de l'ONG de microfinance. « Elle est toujours là » : c'est ainsi que ses voisins la décrivent, faisant ainsi référence à sa disponibilité et sa capacité à régler des problèmes de nature très diverse. Aujourd'hui, c'est par elle que passent la plupart des programmes gouvernementaux du quartier ; c'est elle qui a mené une campagne de mobilisation pour l'obtention de titres de propriété pour une partie du village. Elle joue également un rôle considérable d'intermédiaire financier. Son mari est fonctionnaire de la société de chemin de fer et lui remet son salaire, elle peut donc se permettre de ne pas avoir d'emploi régulier. Il ne surveille pas ses déplacements. En revanche, les relations de Saraswathi avec sa belle-famille, et maintenant avec son fils devenu adulte, sont très tendues : il lui est reproché d'être trop active, et toutes ses relations avec des hommes extérieurs au village sont sources de suspicion. Elle nous dit :

27. Soir environ 166 € ce qui est un très bon salaire au regard des revenus locaux, qui sont en moyenne de 30 à 50 €. Au moment de l'enquête (2008), 1 INR = 0,016 €

« À chaque fois que je rends un service, ils [époux, belle-famille, enfants] me disent : pourquoi veux-tu te montrer à la société ? Tu n'as même pas le temps de t'occuper de tes enfants ? Tu n'es pas capable de nettoyer la maison, et tu veux nettoyer la société ? » (Saraswathi, 32 ans, sans emploi régulier, épouse d'un employé des chemins de fer, deux enfants, *Paraiyar*, notre traduction)

On pourrait multiplier les exemples de ce type. La réussite économique individuelle des femmes comme leur implication dans les affaires de la collectivité portent atteinte aux normes sociales en vigueur : la dévotion des femmes pour le bien-être familial, leur dépendance à l'égard de leur époux, le contrôle que doivent exercer hommes et aîné(e)s sur leur temps et leur corps. Ces contradictions, qui mènent à des situations paradoxales et schizophréniques, illustrent aussi l'aveuglement de ces programmes dits « de genre » par rapport aux normes locales. Non pas qu'il faille considérer ces normes comme irréversibles et arguer de leur inertie pour justifier l'immobilisme et le *statu quo*, mais il est évident qu'en négligeant le poids des identités et des rôles féminins et masculins, en considérant les hommes uniquement comme « le problème » à résoudre, ce type de programme a peu de chance d'atteindre le résultat espéré²⁸.

Sollicités pour donner leur avis sur la microfinance et les *self-help groups* (SHG)²⁹, les hommes expriment d'ailleurs clairement leur frustration, comme en témoignent les extraits d'un groupe de discussion reproduits ci-dessous.

Certains dénoncent les incohérences du ciblage exclusivement féminin :

« Comment le développement peut arriver si on ne nous consulte pas ? Ils [travailleurs sociaux, ONG] disent que le développement passe par la famille, très bien, mais qui gère la famille ? C'est nous ! Sans nous cette histoire de développement reste à l'entrée de la maison ».

« Pourquoi les ONG n'ont pas de programme pour les hommes ? Il ne faut pas s'étonner que les hommes refusent leurs programmes ».

« Leur concept de "*women empowerment*" est contre les hommes. Pourquoi ils [les ONG] ne cherchent pas à comprendre la perception des hommes ? »

D'autres critiquent l'absence de transparence, l'intrusion dans leur vie privée, le fait que le temps des femmes leur échappe, et la manière dont les femmes en jouent :

28. Voir Cornwall, "Myths to live by? Female Solidarity and Female Autonomy Reconsidered", *Development and Change*, vol. 38, n° 1, 2007, pp. 149-168.

29. Voir note de bas de page n° 13.

« On ne sait jamais ce qui se passe dans ces meetings, on ne sait même pas comment elles se débrouillent pour amener l'argent, on est au courant de rien. »

« Les réunions sont toujours menées dans des espaces publics : il faudrait les faire dans des maisons, pour que les hommes puissent s'impliquer. »

« La vie privée des hommes est perdue. Les femmes en parlent, elles se moquent, ce n'est pas bien. Les SHG, ce sont surtout des lieux de propagation des rumeurs. »

« Elles utilisent ça comme excuse pour n'importe quoi, pour aller se promener. Je ne suis pas suspicieux, je fais confiance à ma femme. Mais il faut être sûr qu'elle ne va pas créer une mauvaise réputation à la famille. Même si une femme est parfaite, le type à qui elle parle peut être un mauvais type et ça va faire parler les gens. »

« C'est bien l'épargne et le crédit mais pourquoi ça prend autant de temps ? Maintenant c'est devenu une excuse pour n'importe quoi : "j'ai les comptes à faire, je dois aller à la banque, je dois aller ici, là". Ma femme est *leader* de groupe, ça lui prend deux jours pour faire les comptes ! Moi je lui dis : au moins occupe-toi de cette vache. D'accord, tu ne vas pas travailler mais au moins occupe-toi de cette vache. Je pensais qu'avec le temps ça irait mieux, mais pas du tout, ça prend toujours autant de temps. Pourquoi les ONG ne prennent pas ça en charge ? Avant, elles le faisaient ; maintenant elles disent aux femmes de le faire. C'est ça le développement ? »

(Extraits d'une discussion de groupe, septembre 2008, notre traduction)

D'autres, enfin, adoptent une attitude de mépris.

« C'est de la poudre aux yeux, une pièce de théâtre qui brille sous les projecteurs, un *one man show* : le lendemain, il n'y a plus rien. »

« Elles croient qu'elles sont sorties du pré. Elles peuvent faire ce qu'elles veulent pendant leurs réunions. Mais ici [à la maison], c'est moi qui contrôle. »

« Le *leadership* des femmes, c'est de la merde. »

(Extraits d'une discussion de groupe, septembre 2008, notre traduction)

Micro-libertés, compromis et négociations

Reconnaître la multiplicité et l'intensité des liens de dépendance ne signifie pas nécessairement y adhérer ou s'y soumettre. Comme l'avait remarquablement montré Nicole Mathieu, « céder n'est pas consentir ³⁰ ». Quels que soient les contextes, les rapports sociaux de sexe se caractérisent par des compromis permanents. Deniz Kandiyoti ³¹ avait proposé la notion de « compro-

mis patriarcal » (*patriarchal bargain*) pour rendre compte de l'ensemble des règles et des normes qui régulent les rapports sociaux de sexe dans un contexte donné. Ces règles ne sont jamais données une fois pour toute et n'ont évidemment rien d'universel : il s'agit de construits historiques, politiques et sociaux, avec par conséquent de fortes variations en fonction des milieux sociaux et des positions au sein du cycle de vie. Cet ensemble de normes et de règles est intériorisé par les hommes et les femmes, qui les acceptent ou tout au moins s'en accommodent : il conditionne en partie les comportements mais aussi les marges de manœuvre, les possibilités de résistance et leur dimension plus ou moins contestataire, plus ou moins ouverte ou, au contraire, dissimulée. Dans le contexte étudié ici, les femmes expriment très clairement cette notion de compromis permanent.

Qui dit « liberté » implique responsabilités et qui dit « responsabilités » implique souffrances, nous disait l'une d'entre elles. Une autre comparait la relation avec les hommes à un élastique : il est possible de s'éloigner, mais plus on s'éloigne, plus le retour est rapide, violent et douloureux. Si on tire trop sur l'élastique, soit il casse – et là c'est le drame – soit il se distend et finit par être inutilisable ; il faut donc arriver à l'assouplir sans le casser ni le distendre.

Comme ailleurs, les femmes déploient de multiples astuces pour supporter, ou parfois contourner les normes patriarcales³². L'appropriation des projets de développement, et en particulier de la microfinance, se fait selon cette logique du compromis permanent. Les femmes procèdent à des calculs subtils sur ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas, ce qui peut être visible et ce qui ne doit pas l'être. Elles comparent de manière précise les conséquences de décisions et d'actions potentielles sur le court et le long terme. Décider et agir étant des attitudes typiquement masculines, les femmes optent souvent pour la discrétion. L'une d'entre elles comparait son comportement à ses sous-vêtements : elle est seule à les connaître. L'implication dans les projets de microfinance suppose une règle de base, que toutes les femmes appliquent : convaincre la famille qu'elle va en tirer des « bénéfices » (*benefits*, c'est le terme anglophone qui est utilisé) et respecter l'honneur familial. L'épanouissement personnel des femmes n'est évidemment pas un argument valide.

Certaines femmes compensent leur absence au sein de la maisonnée par des cadeaux ; elles admettent sans hésiter qu'elles « achètent » le silence de leur belle-mère, de leur époux ou de leurs enfants. Céder leur microcrédit à leur époux ou un autre membre de la famille, souvent sans compensation directe, est parfois une tactique délibérée permettant de négocier certaines micro-

30. Mathieu N.-C., « Quand céder n'est pas consentir », in Mathieu N.-C. (ed.), *L'arrondissement des femmes : essais en anthropologie des sexes*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1985, pp. 169-243.

31. Kandiyoti D., "Bargaining with Patriarchy", *Gender and Society*, vol. 2, n° 3, 1988, pp. 274-290.

32. Pour une revue de la littérature, voir Agarwal B., *op. cit.*

libertés (passer du temps dans les réunions de l'ONG, se déplacer). L'exemple de Saraswathi met en évidence un processus de négociation permanent, avec des rapports de force qui vont et viennent au gré des obtentions de crédit ou d'autres ressources qui transitent par l'ONG.

Saraswathi a pris l'initiative de rénover considérablement la maison où elle vit avec ses enfants et son mari. Elle a pris soin de consulter ses frères, qui autrement risqueraient de le lui reprocher ultérieurement et de s'en servir comme excuse pour ne pas l'aider. Lors des travaux, il leur manque 30 000 INR pour la main d'œuvre. Son mari lui reproche d'avoir été trop ambitieuse. Elle attend un microcrédit qui tarde à être octroyé, mais qu'elle recevra finalement à temps. Nous la rencontrons quelques jours plus tard : elle est très soulagée, elle dit clairement que ça lui donne pour quelque temps une certaine mainmise sur son mari. Elle va pouvoir se réinvestir dans ses activités publiques, arguant que c'est la condition indispensable pour obtenir des prêts dans le futur.

« Attacher l'argent et les maris dans nos saris » : c'est ainsi que les femmes décrivent leurs ruses. Cette expression fait implicitement référence aux faveurs sexuelles, pratique très courante permettant d'apaiser les colères ou les rancœurs masculines. Il s'agit aussi de préserver les identités masculines. Saisir des opportunités permettant de valoriser publiquement le statut des époux est une technique couramment admise. Les rituels sociaux et religieux sont des occasions privilégiées. Les femmes donnent à leur mari de quoi faire des dons ostentatoires lors des mariages, lesquels seront ensuite annoncés publiquement. Au moment de *Dipawali* et de *Pongal* (les deux principaux festivals religieux du Tamil Nadu), elles achètent de beaux vêtements à l'ensemble de la famille, y compris à leur époux. Lorsqu'elles sont invitées d'honneur à des festivals religieux, elles ne viennent qu'en présence de leur époux et lui proposent de se mettre sur le devant de la scène.

Certaines tactiques sont parfois très subtiles, comme le montre l'exemple d'Amudha, 34 ans, chef d'entreprise, épouse d'un tisseur, mère de deux enfants, *Vanniar*. Elle nous explique avec beaucoup de lucidité la manière dont elle « gère » son époux : sa tactique consiste à faire preuve de soumission tout en amenant régulièrement son mari à prendre conscience du pouvoir financier dont elle dispose. Elle sous-estime régulièrement ses revenus pour éviter d'éveiller les suspicions. Elle « lui ferme la bouche » avec de l'argent, c'est-à-dire qu'elle lui donne immédiatement du liquide quand il en a besoin, quitte à s'endetter. Quand elle le juge coopératif, elle lui octroie plus que ce qu'il ne demande. Lorsqu'il est désagréable, elle lui donne le strict minimum. Lorsque les critiques dépassent le supportable, elle le « calme » en rentrant plus tôt à la maison, tout en feignant des pertes considérables du fait de son absence. Elle s'arrange avec ses employés qui l'appellent par téléphone en fin de journée, évoquant de fausses commandes qu'elle décline devant son époux,

prétextant que sa famille est une priorité. Au bout de quelques jours, c'est l'époux lui-même qui lui suggère de repartir travailler. Elle dit en riant que gérer son mari suppose des techniques de marketing beaucoup plus sophistiquées que pour son activité commerciale.

Des identités multiples et conflictuelles

Quels que soient les conflits, les doutes, les incertitudes que les femmes *leaders* traversent, elles sont toutes catégoriques : revenir en arrière est impensable. Elles ont acquis une reconnaissance en tant que sujets qui, même si elle est très relative, est irréversible. « Revenir à la cuisine », comme elles disent, elles n'en veulent plus. Pour autant, les femmes ne se transforment pas en individus coupés du monde, de leur environnement social et de leur identité de mère, d'épouse, de fille ou de belle-fille. Elles combinent les identités, ce qui est également source de nombreux tiraillements.

L'adhésion à la domination masculine n'est pas seulement un jeu et une mise en scène. Les femmes sont parfaitement lucides quant aux rouages de l'oppression (on est loin des processus d'aliénation et de fausse conscience parfois décrits). Elles font preuve d'une capacité remarquable à feindre la subordination. Mais celle-ci fait aussi partie de leur identité, et on retrouve ici toute l'ambiguïté des relations conjugales où circulent des biens, des coups mais aussi de l'affection, et où l'oppression n'occulte pas le sentiment d'appartenance à une destinée commune.

Les femmes le disent très clairement, y compris celles qui aujourd'hui connaissent une certaine indépendance. « Si les hommes n'ont pas le "contrôle", nous ne sommes pas considérées », disent-elles souvent. Elles reconnaissent que ce contrôle devrait découler de la capacité masculine à subvenir aux besoins de la famille et que la plupart le font peu ou mal. L'objectif ultime consiste néanmoins à les pousser dans cette direction. Quand on pose la question du patrimoine (« Quels types de biens avez-vous, possédez-vous ? »), certaines répondent avec ironie : « Le bien le plus important que je possède, c'est mon mari », en référence à la sécurité matérielle mais aussi identitaire que le statut de femme mariée leur confère. « La réputation de mon mari, c'est la mienne et vice versa » disent-elles également.

La plupart des femmes, y compris celles dont l'environnement spatial se limite à leur maison et aux maisons alentours, parlent en souriant et avec beaucoup d'ironie d'un monde imaginaire où elles seraient libérées de tout lien de dépendance, autorisées à quitter époux et famille afin de vivre leur vie comme elles l'entendent. Elles en parlent avec ironie, car elles savent parfaitement que c'est impensable et absurde. Elles ont un sens aigu de leur intérêt personnel, et luttent en permanence pour acquérir du respect et du statut, tout en agissant dans un espace donné et délimité. Elles appartiennent à une *jati* (sous-caste ³³),

dont elles défendent les rituels et les normes, y compris lorsqu'il s'agit de normes patriarcales. Elles appartiennent à une famille, dont elles protègent le nom, le lignage, la réputation, le patrimoine, même si, encore ici, cela se traduit par des comportements qui renforcent leur propre infériorité.

Les identités féminines sont multiples et souvent contradictoires. Les femmes en ont conscience : elles comparent leur situation à un chat perché sur un mur qui ne sait de quel côté sauter. Au quotidien, nombre d'entre elles sont tiraillées entre des aspirations diverses et parfois contradictoires : satisfaire simultanément les besoins et les requêtes des enfants, de l'époux, de la belle-famille, de la famille d'origine ou encore du voisinage relève souvent d'une mission impossible et suppose des arbitrages douloureux³⁴. Leur implication dans des activités collectives exacerbe ce type de tensions. Beaucoup évoquent la « fatigue mentale » provoquée par ces tiraillements permanents. Elles se sentent écartelées entre les normes véhiculées par les ONG (accès au pouvoir, courage, mobilité, etc.) et celles en vigueur localement, selon lesquelles le statut et la réputation des femmes reposent sur leur capacité « d'ajustement », leur discrétion, leur modestie, etc.³⁵ Elles sont nombreuses à jongler avec cette contradiction et font preuve d'une capacité de mise en scène remarquable, avec des comportements publics et privés parfois très différents.

Conclusion

Le monde du développement est jalonné de descriptions souvent caricaturales des femmes qui oscillent en fonction des projets et des causes entre la figure de la victime servile, sujet passif du développement et celle de l'héroïne sublime, dont les vertus et compétences protéiformes sont supposées indispensables au développement³⁶. C'est cette vision romantique et populiste que la microfinance véhicule, tout en y puisant sa légitimité. La microfinance doit son succès à la mise en scène de femmes à la fois désireuses et capables de prendre en main leur destin, et dont le dynamisme et l'énergie créative sont supposés avoir raison de leur pauvreté, la question de leur domination étant évincée. L'étude de cas proposée ici montre à quel point cet idéal normatif, issu d'une vision à la fois individualiste et économique des inégalités de genre, est illusoire compte tenu du poids de la domination patriarcale. En déduire une reproduction à l'identique des rapports sociaux et des identités de genre serait toutefois très réducteur. Confirmant très largement la première hypothèse des éditrices de ce numéro, les femmes ne se comportent pas comme des

33. Voir note 5.

34. Molyneux M., "Analyzing Women's Movements", in Jackson C., Pearson R., (eds.), *Feminist Visions of Development. Gender Analysis and Policy*, Londres et New-York, Routledge, 1998, pp. 65-88.

35. David Mosse soulève aussi ce type de contradiction à propos d'un projet mené au Bihar, dans le nord de l'Inde ; voir Mosse D., *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice (Anthropology, Culture and Society)*, Londres, Pluto Book, 2004.

36. Cornwall A., *op. cit.*, p. 4.

bénéficiaires passives des programmes qui leur sont proposés. Elles les traduisent, les adaptent et se les approprient en fonction des contraintes et des aspirations qui leur sont propres. L'analyse de l'expérience vécue de ces femmes montre à quel point certaines d'entre elles parviennent à se saisir de la microfinance pour affirmer leur individualité et se construire en tant que sujets, tout en restant assujetties à un système qui demeure profondément patriarcal.

La seconde hypothèse des éditrices de ce numéro est également très largement vérifiée : ce processus d'appropriation et d'affirmation de soi est source de tensions. Tout d'abord, il est réservé à un nombre très restreint de femmes. Cette concentration des bénéficiaires de la microfinance sur une poignée de femmes *leaders* s'appuie sur des inégalités préexistantes entre femmes et les nourrit en retour. On voit ici toute la perfidie de programmes assimilant les femmes à une « catégorie ». Nier les hiérarchies et les disparités entre femmes empêche de penser toute forme efficace de lutte contre la domination³⁷. Les conflits de valeurs suscités par les programmes de microfinance rendent également inéluctable cette monopolisation des bénéficiaires. Dans un contexte où les femmes sont considérées – et se considèrent elles-mêmes partiellement – comme des êtres dépendants, que ce soit d'un point de vue matériel ou identitaire, prétendre promouvoir l'autonomie et l'accès au pouvoir des femmes suscite nécessairement contestations et oppositions. Seule une minorité de femmes, les courtières, sont en mesure de gérer de telles tensions.

Ensuite, ce processus d'appropriation a un coût considérable. L'analyse nous éclaire sur la manière dont s'exerce le pouvoir de ceux « d'en bas » – en l'occurrence, les femmes –, comment il s'obtient, et surtout à quel prix. Ces femmes *leaders* ont acquis des ressources, qui sont autant de nature économique, sociale, symbolique que politique. Or, loin d'être un mouvement linéaire, cette acquisition est un processus considérablement chaotique, fait d'incertitudes, d'hésitations, de doutes, d'avancées et de reculs. Dans un système qui reste très oppressif, l'acquisition de micro-libertés suppose une infinité de tactiques, de ruses, d'accommodements, de compromis et de négociations. Elle est également source de tiraillements et de conflits, tant avec l'entourage qu'au niveau de la conscience de soi. Lorsque le « dire » s'écarte trop « du faire³⁸ », certains de ces conflits frôlent la schizophrénie. On assiste ainsi à la complexification des processus identitaires et à la combinaison d'identités plurielles. Au final, la microfinance s'avère incapable de bouleverser les rapports sociaux, mais participe néanmoins de leur recomposition et de la multiplication des identités.

Faut-il conclure à l'impossibilité du changement social et à l'immuabilité de la domination masculine ? Même si le défi reste immense, la réponse est

37. Mohanty C. T., "Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses", *Feminist Review*, n° 30, 1988, pp. 61-88.

38. De Certeau M., *L'invention du quotidien. Tome 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

bien évidemment négative. Les femmes sont d'ailleurs les premières à le revendiquer. Elles ne se complaisent pas dans la dépendance et l'infériorité, elles sont simplement conscientes des risques et des coûts du changement ³⁹. Et celles qui ont fait un pas vers l'autonomie refusent le moindre retour en arrière, quelle que soit l'ampleur des obstacles auxquels elles se heurtent, sans pour autant rompre avec leur milieu social mais en négociant des micro-espaces d'action. Ce qui est certain, en revanche, c'est que les programmes actuels dits de « genre » sont voués à l'échec lorsqu'ils restent aveugles à la nature des rapports sociaux de sexe locaux et au poids et à l'inertie de la domination. Toute la difficulté consiste à adapter les modalités d'interventions aux spécificités locales tout en donnant aux femmes la possibilité de les contester. Le défi est immense dans la mesure où la domination masculine n'est pas seulement matérielle mais aussi affective et émotionnelle ; dans la mesure également où la position des femmes évolue au cours de leur cycle de vie et leur permet, du moins en théorie, de passer d'une position de dominée à une position – relative – de dominante auprès des autres femmes. Les projets de développement n'ont de chances d'aboutir que s'ils sont articulés à la lutte sociale. L'enjeu consiste à améliorer le quotidien matériel des femmes et de leurs familles tout en créant des espaces de discussion et de dialogue social permettant la contestation collective progressive des normes et de la domination ⁴⁰.

39. Sur ce point voir Agarwal, *op. cit.* ; Kandiyoti D., "Gender, power and contestation. Rethinking bargaining with patriarchy", in Jackson C. & Pearson R. (eds.), *Feminist Visions of Development. Gender Analysis and Policy*, Londres et New-York, Routledge, 1998, pp. 135-152.

40. Sur ce point voir Guérin I., Hersent M. Fraisse L. (eds.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Toulouse, ERES/IRD, 2011.